
Carceri Senatorie : entre les murs des prisons niçoises durant la Restauration Sarde

Aline Martinet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11080>

DOI : 10.4000/cdlm.11080

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 337-351

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Aline Martinet, « *Carceri Senatorie* : entre les murs des prisons niçoises durant la Restauration Sarde », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 96 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11080> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.11080>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Carceri Senatorie : entre les murs des prisons niçoises durant la Restauration Sarde

Aline Martinet

- 1 La prison est un lieu d'enfermement historiquement ancien et pénalement récent. Elle est, durant l'Antiquité et le Moyen Âge, le lieu de l'incarcération préalable à la sentence et permet la « prise de corps » de l'accusé. Elle s'affirme à partir de la Révolution comme l'enceinte de la peine privative de liberté pour les condamnés¹ ; sous l'impulsion des juristes et philosophes du XVIII^e siècle, une hiérarchisation des actes punissables aboutit à un classement des peines dans le Code Pénal de 1791². Celui de 1810 consacre la prison comme une peine principale et conserve la peine de mort comme une peine capitale³ : désormais la prison ne peut exister sans la loi, elle n'est plus un lieu d'arbitraire et donne la possibilité de punir en modulant la durée de l'enfermement selon la gravité des actes. Pour être digne du respect des Droits de l'Homme, la peine carcérale est, tout au long du XIX^e siècle, l'objet d'une réflexion globale sur les modalités d'enfermement⁴.
- 2 À Nice, les systèmes judiciaires et pénitentiaires sont bouleversés par la Révolution qui balaye les Royales Constitutions de 1770 établies par la monarchie piémontaise⁵. Les prisons sénatoriales (*carceri senatorie*), construites au XVIII^e siècle et situées au pied de la colline du château, deviennent à partir de 1792, avec l'arrivée des révolutionnaires français, une maison de justice. Insuffisantes pour enfermer une population carcérale nombreuse, elles sont complétées par une maison d'arrêt, installée dans l'ancien couvent des Jésuites, et par une maison de correction située au port de Nice, destinée à l'enfermement des militaires⁶. À la fin de l'Empire, la souveraineté des États du Piémont est rétablie dans le comté de Nice et l'édit du 21 mai 1814 restaure les institutions sardes de l'Ancien Régime. La législation française disparaît et le Sénat de Nice reprend ses activités dans son palais d'origine, retrouve ses compétences judiciaires à la tête des juridictions de la province, juge les causes civiles et pénales, les affaires criminelles et correctionnelles relevant de l'appel, les affaires commerciales, les crimes et les délits

militaires ; ses compétences sont également politiques, il entérine les édits royaux, peut faire valoir son droit de remontrance, enfin il dispose d'attributions religieuses pour les crimes commis par les laïcs⁷. Le Sénat juge en dernier ressort jusqu'en 1847, date de la création de la cour de cassation à Turin.

- 3 Avec le changement de souveraineté, les prisons de Nice ne sont plus placées sous l'autorité préfectorale, dépendante du ministère de l'Intérieur, mais elles repassent sous la gestion directe du Sénat. Les prisons sénatoriales s'insèrent désormais dans le système pénitentiaire piémontais qui est lui-même influencé par les modèles français, européen et américain. Comment l'autorité piémontaise se restaure-t-elle dans les prisons de Nice après l'intermède français ? Et comment les modèles pénitentiaires exogènes sont-ils adaptés dans l'établissement carcéral niçois ? Enfin, de quelle manière ces prisons sénatoriales répondent-elles aux attentes sociales en développant un cadre répressif devenant de plus en plus normatif ? Vouées à enfermer, à punir et à corriger, les prisons sénatoriales de Nice appliquent une peine spatialisée dans un bâtiment ancien qui tente d'être amélioré afin de respecter les avancées internationales en matière carcérale.

Des murs pour enfermer

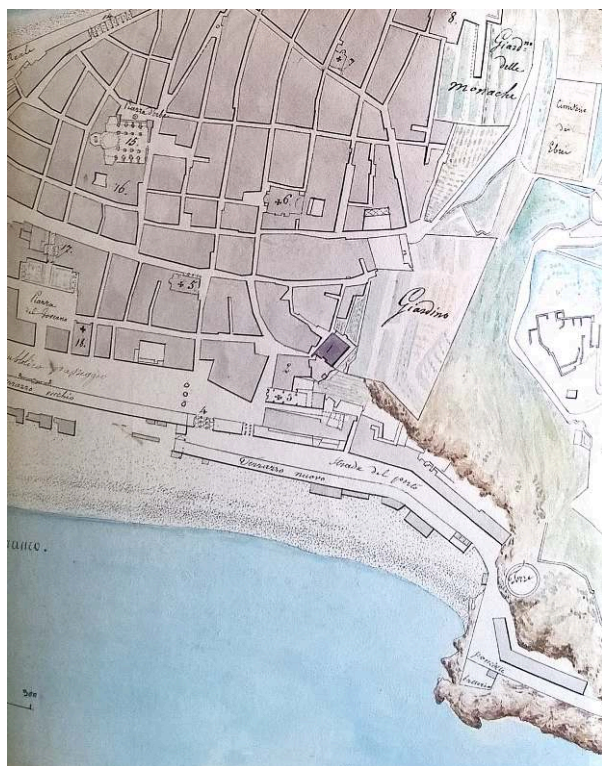
- 4 À partir des années 1820 les souverains piémontais réforment timidement le fonctionnement des prisons et leur répartition⁸. Avec l'avènement de Charles Albert en 1831 s'amorce une modernisation des institutions judiciaires et carcérales. La vaste entreprise de codification qui s'étoffe jusqu'aux années 1840 nécessite de nouvelles infrastructures pénitentiaires⁹. Sous l'influence des réformateurs européens, les juristes Italiens entreprennent de transformer la prison en une institution capable de rééduquer civilement et de réinsérer des détenus dans la société¹⁰. En 1833, l'inspecteur général des prisons françaises, Charles Lucas, visite les établissements pénitentiaires du Piémont : la réforme carcérale n'étant qu'à son début, il recommande une séparation des différentes catégories de détenus dans des établissements distincts¹¹. Faute de moyens, les ministres de l'Intérieur qui se succèdent rénovent les édifices existants de Turin, Saluzzo et Pallanza, ils centralisent la gestion de l'administration pénitentiaire et instituent, dans les prisons centrales, le système d'Auburn qui sépare les prisonniers la nuit et les réunit dans les ateliers de travail le jour¹². La réforme carcérale s'attèle également aux prisons judiciaires du royaume, dénoncées comme insuffisantes, et dont la rénovation doit suivre celle du modèle turinois. À Nice, les prisons sénatoriales n'échappent pas à cette entreprise de modernisation.

Les prisons dans la ville

- 5 Les prisons sénatoriales sont construites dans la première moitié du XVIII^e siècle à côté du palais du Sénat, leur tribunal¹³. Elles se trouvent en pleine ville, au pied de la colline du château, et dans le voisinage immédiat du tribunal. En 1837, l'ingénieur en chef de la circonscription de Nice, Paolo Gardon, dresse les plans de l'établissement afin d'exposer à l'*Azienda Economica dell'Interno* le projet d'agrandissement du bâtiment, et réalise les plans de l'édifice carcéral qui enferme les prisonniers niçois jusqu'à sa fermeture en 1887. De nombreuses planches présentent les prisons sous toutes leurs formes, des plans en coupe et des plans par niveaux révèlent leur organisation et leur implantation

dans le quartier¹⁴. Deux accès permettent d'entrer dans le bâtiment, l'entrée principale se trouvant dans la rue de l'Ancien Sénat, et une communication interne entre le tribunal et ses prisons. Les prévenus et condamnés ne passent pas par la rue mais ils sont conduits directement dans les quartiers de détention par un dédale de couloirs et d'escaliers reliant le lieu du jugement à celui de son exécution.

Les prisons sénatoriales dans la ville ¹⁵



Légende du détail du plan :

1. Prisons sénatoriales
2. Palais du Sénat Royal
3. Chapelle royale
4. Pêcherie
5. Chapelle de San Giacomo
6. Paroisse de San Giacomo
7. Chapelle de la Santa Croce
8. Couvent des Sœurs la Visitation
15. Cathédrale Santa Reparata
16. Palais Épiscopal
17. Palais Royal
18. Chapelle de la Miséricorde

- 6 Dépourvues d'enceinte, les prisons sénatoriales ont cependant un chemin de ronde qui longe les pentes abruptes de la colline du château à l'Est¹⁶ ; de l'autre côté, sur la façade ouest, seule la rue de l'Ancien Sénat conduisant à celle du Malonat éloigne un peu le bâtiment carcéral des immeubles d'en face. La proximité est totale et les risques sanitaires sont maximum en cas d'épidémie dans la prison. Cette géographie carcérale impose dès lors aux autorités une surveillance de la population détenue afin d'éviter toute prolifération des maladies en interne et tout danger de contagion au reste de la ville. Dès 1823, des travaux pour répondre à l'augmentation de la population carcérale¹⁷ sont entrepris à l'initiative du Sénat, qui administre directement le service des prisons.

- 7 Durant toute la période de la Restauration les prisons font l'objet de réformes administratives impulsées par les autorités turinoises. Le ministère de l'Intérieur, qui a en charge l'administration pénitentiaire, impose aux Sénats et aux Intendants des visites régulières dans les prisons relevant de leur autorité¹⁸. À Nice, un inspecteur des prisons, placé sous l'autorité de l'avocat fiscal général, est désigné par le président du Sénat. Il doit visiter une fois par semaine les quartiers de détention, contrôler l'état sanitaire des prisonniers et la nourriture qui leur est distribuée ; à l'issue de sa visite, il rédige un rapport dans lesquels il expose les requêtes des détenus¹⁹. Les services de l'Intendance doivent également assurer des visites mensuelles pour répondre aux besoins matériels de l'établissement. C'est à eux que revient la gestion financière des prisons de la Province, le versement des salaires des gardiens, l'adjudication des contrats avec les fournisseurs et la réalisation des devis pour les travaux²⁰.
- 8 L'avocat fiscal général présente l'édifice carcéral comme pouvant enfermer de manière sûre et saine environ une centaine de détenus : il vante un établissement spacieux, bien agencé, suffisamment ensoleillé et ventilé pour être à l'abri des maladies. Son organisation interne permet de séparer les hommes des femmes et d'isoler des prévenus dans la cellule du *segreto*²¹. Pourtant, derrière cette clôture carcérale idyllique, se dissimule un établissement étroit et surpeuplé.
- 9 Dès 1830, des travaux sont réalisés en urgence pour faire face à l'encombrement des prisons sénatoriales qui enferment alors le double de leurs capacités. Dans la promiscuité la plus totale et dans la chaleur de l'été s'entassent 148 individus²². Cette surpopulation occasionne des dégâts et l'inspecteur des prisons s'inquiète des détenus qui démolissent les planchers et souligne surtout les problèmes d'hygiène liés au manque de seaux servant à évacuer les immondices et permettant de distribuer de l'eau propre dans les chambres de détention. Le médecin des prisons, le docteur Richelmi, se rend alors sur place avec l'inspecteur du génie civil²³ : ils alertent les autorités sur les risques sanitaires, la nourriture des détenus apparaît saine mais il manque des couvertures, des draps et des paillasses pour tout le monde.
- 10 Les chambres de détention voûtées, de trois mètres de large par quatre mètres de long, enferment en moyenne continuellement huit personnes, ce qui occasionne un « air méphitique » : le médecin recommande un ménage plus régulier et des fumigations pour assainir l'air ambiant. Le linge des prisonniers n'est lavé qu'une fois par mois, ce qui est trop peu selon lui, et il prescrit des lessives tous les quinze jours, ainsi qu'un seau d'eau quotidien pour que les reclus puissent se laver le visage, les mains et les pieds. Malgré ces mesures destinées à éviter une épidémie, « *che Dio non voglia* », il convient impérativement de faire diminuer d'un tiers le nombre des prisonniers dans les chambres en procédant provisoirement à un transfert des prévenus et des mineurs vers un autre local. L'urgence sanitaire pousse les autorités à aménager un espace de détention dans le palais du Sénat comprenant un nouvel escalier et des salles de détention pour les prévenus et les détenus condamnés à des courtes peines²⁴.
- 11 Ce premier agrandissement ne suffisant pas, en 1837, les plans de l'ingénieur Paolo Gardon projettent des travaux dans la cour de l'établissement pour y établir un corps de garde et une infirmerie à l'étage. Le corps de garde qui se trouvait au fond de la cour est déplacé devant la porte de la prison afin de contrôler et sécuriser les entrées et sorties de l'établissement²⁵.

Cinq étages de détention

- 12 Le bâtiment carcéral, de 18,75 mètres de long par 16 mètres de large, est séparé du palais du Sénat par une cour d'environ 180 m². Depuis la cour, on accède au rez-de-chaussée de la prison où se trouvent deux chambres de 15 m² dans lesquelles une dizaine de détenus peuvent être installés. Considérées comme trop humides et malsaines, ces pièces sont régulièrement condamnées selon l'affluence de la population carcérale. La cellule du *segreto*, implantée au cœur de l'édifice, est au fond du couloir. Cette pièce, de cinq mètres de long par deux mètres de large, est dépourvue de fenêtre, mais dotée d'une petite lucarne grillagée qui laisse passer une faible lueur. Une seconde ouverture est percée en 1823 pour ventiler et aérer l'étroite geôle ; la même année, son sol en terre battue est bitumé pour limiter la boue et l'humidité. Les murs de 80 centimètres d'épaisseur sont en pierre de taille et empêchent tout contact avec l'extérieur. Une lourde porte de mélèze, doublée et ferrée, achève d'emmurer le prisonnier qui est ici tenu au secret. Le « but de cette mise au secret est d'empêcher le détenu de pouvoir mettre en place une défense, trouver un alibi ou demander à quelqu'un de mentir en sa faveur »²⁶. Par sa configuration, le cachot est adapté à cet impératif judiciaire et le prisonnier ne peut entretenir aucun contact avec le dehors : l'épaisseur des murs et de la porte l'empêche d'être entendu des pièces environnantes²⁷. Le prévenu isolé est entravé au mur par des chaînes : une grosse pierre rectangulaire se trouve au sol pour river les cadenas et seuls les juges peuvent autoriser le concierge à l'attacher ou à le détacher. Le concierge est l'unique personne à lui rendre visite au moins une fois par jour et deux fois par nuit ; il lui apporte sa ration alimentaire, de l'eau et enlève le seau d'immondices. Le règlement interdit au détenu d'avoir « de l'encre, ni écritoire, ni papier sans la permission de celui par-devant qui le procès s'instruit »²⁸. À la différence d'une oubliette, le séjour du prévenu dans cette cellule est censé durer peu de temps car au-delà de huit jours, le concierge doit rappeler sa présence aux juges. Il a l'interdiction de déplacer le prisonnier vers une autre cellule sans leur autorisation²⁹. La sévérité de cet enfermement est réglementé et les conditions de détention y sont étroitement stipulées, le concierge devant avertir les autorités au cas où le détenu tomberait malade « afin qu'il soit soigneusement visité et traité, et qu'il ne perde pas la vie par de trop grandes souffrances »³⁰.
- 13 Au-dessus du *segreto* se trouvent cinq étages de détention, combles inclus. On accède aux étages par un escalier se trouvant à l'angle sud-ouest à côté de l'entrée du bâtiment ; à chaque niveau, un long couloir central voûté dessert quatre chambres de détention d'environ quinze mètres carrés prévues pour enfermer entre quatre et six personnes. Ces pièces se trouvent toutes à l'Est du bâtiment, face à la colline du château, afin de limiter les contacts avec l'extérieur. Les salles situées à l'Ouest donnent sur la rue et ne sont généralement pas destinées à la détention. Seul le premier étage comprend deux chambres aménagées pour accueillir les condamnés à des courtes peines correctionnelles. Le plan des étages supérieurs se calque sur celui du premier niveau. Les quatre chambres de détention du côté Est sont séparées des deux pièces à l'Ouest par un long corridor central. En 1829, une infirmerie est aménagée au deuxième étage pour soigner les hommes, tandis que celle des femmes est créée plus tard, en 1837, au-dessus du corps de garde. Au troisième, se trouve une salle destinée aux visites judiciaires dont le logement du gardien est adjacent. Son logement se complète au quatrième étage par une cuisine et une pièce pour sa famille.

L'incarcération des femmes sous les toits

- 14 Le cinquième et dernier étage est destiné à l'enfermement des femmes prévenues ou condamnées. Moins nombreuses que les hommes, celles-ci doivent cependant endurer des conditions de détention plus difficiles car elles sont installées dans des chambres sous les toits, dépourvues de fenêtres. Ne pouvant tenir debout à cause de la pente de la toiture, l'architecte propose quelques aménagements en 1829 pour apporter un peu de confort aux recluses : le couloir central est alors transformé en une chambre de 12 mètres de long et de 2,6 mètres de large ; la pièce est divisée pour former des chambres de détention d'environ 16 m². Sous les toits, le problème principal reste celui de l'aération et notamment de la chambre placée au centre du bâtiment, celle-ci est ainsi dotée de deux lucarnes lui apportant un peu d'air et de clarté³¹.
- 15 Ces chambres de détention sont en théorie prévues pour enfermer neuf femmes : or, la population pouvait être plus nombreuse, car les femmes étaient régulièrement accompagnées de leurs enfants. En mai 1830, aux douze femmes enfermées sous les toits s'ajoutent quatre nourrissons allaités par leurs mères³². Ils y subissent les mêmes conditions de détention, à savoir la promiscuité et l'absence d'hygiène. Les pièces adjacentes sont peu propices à l'incarcération car elles sont en soupenette et on ne peut s'y tenir debout : elles servent de réserve pour ranger le mobilier, les paillasses, les couvertures ou les ordures. En 1829, l'architecte crée un couloir en élevant des cloisons dans la partie en soupenette la plus haute et aménage également une mansarde dans les latrines pour permettre aux prisonnières de se tenir debout³³.
- 16 En prison, peu d'investissements sont réalisés pour les femmes, puisqu'elles ne représentent qu'environ 9 % de la population carcérale dans les États du Piémont³⁴. À partir des années 1820, les réformateurs piémontais commencent toutefois à se soucier de l'incarcération féminine, notamment sous l'impulsion de Giulia Falletti di Barolo Colbert. La marquise mène une large action de philanthropie visant à rééduquer les femmes déviantes par la religion et le travail et, en 1821, elle prend la direction de la prison des Forzate à Turin, qui est spécifiquement dédiée à l'enfermement féminin. À Nice, comme dans les autres prisons judiciaires du Piémont, les femmes sont seulement séparées des hommes en étant installées au dernier étage. Pourtant, les réformateurs pénitentiaires, comme Charles Lucas, insistent tous sur l'impérieuse nécessité de les placer dans des bâtiments distincts : selon lui, la séparation des individus des deux sexes ne dépendant que de cloisons ou de planchers ne pouvait pas empêcher les individus de communiquer³⁵. L'inspecteur général des prisons du royaume de France recommande, dès 1836 dans son livre *De la réforme des prisons*, d'interdire les « communications entre les individus de sexe différent, et n'admettre ainsi que des femmes, dans les emplois destinés à la surveillance des détenues »³⁶. À Nice, il faut attendre le règlement de 1851 pour que soit explicitement énoncée l'interdiction aux gardiens d'aller dans le quartier des femmes : seul le gardien chef sera alors autorisé à s'y rendre et surtout il devra veiller attentivement à ce qu'il n'existe aucune relation entre les gardiens et les femmes détenues³⁷. Le statut de gardienne de prison se définit progressivement, la surveillance des femmes est longtemps confiée à l'épouse d'un gardien qui reçoit pour cette besogne « une gratification annuelle »³⁸.
- 17 Les aménagements ponctuels et les petites améliorations apportées aux prisons sénatoriales de Nice révèlent l'insuffisance des moyens engagés pour moderniser les prisons judiciaires. La réforme pénitentiaire initiée par les autorités turinoises se

consacre principalement aux prisons centrales destinées à la réclusion des condamnés de plus de deux ans. Pourtant, les réformateurs comme Ilarione Petitti di Roreto, estiment que ces prisons judiciaires sont à la base du système pénitentiaires. Elles n'ont pas seulement pour fonction de séparer les prévenus des condamnés, elles doivent aussi contribuer à réduire l'immoralité et corriger les détenus.

Punir et corriger

- 18 L'architecture carcérale se singularise par la nécessité de rétablir l'ordre social tout en punissant et en disciplinant les prisonniers. Durant la Révolution, les prisons sont aménagées dans des établissements religieux ; à Nice, le couvent des Jésuites devient dès lors une maison d'arrêt, ce qui contribue à associer le principe de l'enfermement à celui de l'expiation des fautes. La prison se mue par conséquent en un lieu de punition et de pénitence devant contraindre les détenus à se repentir et à se moraliser, et elle devient ainsi pénitentiaire. Sous l'influence des philanthropes et des hygiénistes européens des années 1820, de nombreuses prisons sont créées ou réorganisées en Europe, et l'architecture carcérale commence à se définir : elle ne doit plus seulement enfermer et empêcher les évasions, mais elle doit également punir, séparer et classer les détenus selon leurs actes délictueux ou criminels. Sa vocation est désormais de modifier les comportements déviants en remettant les individus dans le droit chemin, tout en leur transmettant des valeurs morales. Cette ambition donne lieu à une utopie pénitentiaire d'où découlent des nouvelles constructions : en 1829, l'ouvrage du Français Baltard sur l'architecture carcérale s'inspire des prisons européennes et propose des modèles architecturaux destinés à construire des établissements à la fois sains, fonctionnels et répressifs³⁹. Faute de moyens, à Nice les prisons sénatoriales sont ponctuellement réparées et aménagées mais, malgré tout, l'influence de l'utopie pénitentiaire européenne se fait sentir tant au niveau des aménagements religieux que dans l'introduction des règles d'hygiène.

La religion pour expier et moraliser

- 19 Sous la Restauration Sarde, la religion occupe en prison une place incontournable, devant contribuer à l'affirmation de l'autorité royale. À l'occasion des fêtes religieuses, notamment celles de la Vierge Marie, les détenus condamnés pour des délits légers, comme les contrevenants aux gabelles, ont la possibilité de bénéficier d'une grâce royale. Hormis ces exceptions, les autres prisonniers sont pris en charge par l'aumônier du Sénat, Luigi Dandreis, qui célèbre la messe tous les dimanches et les jours de fête, et qui prodigue également les rudiments de l'instruction civique et de la morale⁴⁰. Aux yeux des autorités, ce prêtre est un homme de confiance car il est resté loyal envers son souverain durant l'époque impériale en prenant le chemin de l'émigration⁴¹ ; en plus de ses qualités de professeur de grammaire au collège royal, il est décrit comme un « homme exemplaire » expliquant les Évangiles aux détenus qui sont toujours nombreux à profiter de ses conseils spirituels⁴². Il présente lui-même sa mission comme étant fondamentale pour permettre aux prisonniers d'entendre la « parole de Dieu » devant leur apporter un réconfort dans leur misère. En 1816, il devient officiellement *cappellano* des prisons et du Sénat, pour un revenu de 300 livres par an⁴³.

- 20 Rapidement, le nouvel aumônier souhaite apporter des améliorations à la chapelle de la prison : celle-ci est placée dans un des couloirs du bâtiment, toutes les pièces étant occupées soit pour la détention, soit pour les logements des gardiens, et il n'y a pas à proprement parler de local affecté à la religion jusqu'en 1830⁴⁴. Peu propice à guider les détenus vers Dieu, cette chapelle dans le couloir a besoin, selon l'aumônier, de quelques aménagements. Pour lui donner un peu de cérémonial, il demande un blanchiment des murs, le pavement du sol et réclame des réparations à l'unique fenêtre⁴⁵ du couloir, qui ferme mal : l'air glacial y entre l'hiver, l'aération y est insuffisante et cela occasionne en saison estivale « de la puanteur et de la chaleur » à tout l'étage car on « y transpire et y sue » quand tous les détenus sont rassemblés. Il suggère aussi d'apporter de la lumière dans le couloir en faisant repeindre en jaune la moitié des murs afin d'améliorer l'état d'esprit des détenus qui viennent vers Dieu. Ces petits aménagements lui paraissent « nécessaires étant donné la tristesse de celui-ci en couleurs sombres »⁴⁶.
- 21 À défaut d'une pièce pour célébrer le culte, la place du religieux en prison tient dans une armoire. Ornée en son centre d'une peinture de fleurs et d'une guirlande, le meuble renferme sur deux étagères les objets destinés à la messe ainsi qu'un tabernacle, une table et un marchepied en pierre. Le prêtre recense tous les ustensiles indispensables pour célébrer la messe dans le couloir de la prison : un crucifix, un calice au pied de laiton, une coupe avec sa soucoupe en argent et des burettes pour l'huile sainte, confèrent à la cérémonie son rituel sacré. Un missel, un pupitre pour la sainte lecture et une sonnette scandant le rythme de la messe constituent le matériel indispensable à l'office religieux. Le linge nécessaire à la célébration du culte comprend les vêtements du prêtre avec ses chemises, ses chasubles et ses étoles, mais également des nappes pour l'autel et de nombreuses serviettes en lin ; dix candélabres et deux petits chandeliers pour l'autel assurent l'éclairage ; huit vases ornés de fausses fleurs, quatre cadres représentant les scènes de l'Évangile en bois argenté et un cadre de la Sainte Vierge, achèvent de poser le décor de cette modeste chapelle carcérale⁴⁷.
- 22 En 1830, le surnombre des détenus empêchant le rassemblement de tous les prisonniers dans le couloir donne lieu à l'échafaudage d'un projet visant à donner un peu plus de splendeur à la religion en prison⁴⁸. Un plan prévoit la construction d'un petit édifice dans la cour contre le mur d'enceinte⁴⁹, à savoir une chapelle extérieure en plan semi-circulaire, avec un large auvent sous lequel est abrité l'autel, qui surplombe la cour intérieure de quelques marches, afin d'être visible par tous les prisonniers. La modeste chapelle présente cependant l'inconvénient d'être en plein air, ce qui soulève le problème de la messe les jours d'intempéries. En 1841, des nouveaux travaux seront finalement engagés afin d'aménager une chapelle et une sacristie au quatrième étage, à la place du logement du gardien⁵⁰ : le mur de séparation de l'habitation est abattu pour créer une grande pièce voûtée pouvant accueillir tous les prisonniers. L'autel est placé au fond, du côté Nord, et le petit réduit attenant devient une sacristie⁵¹. Juste à côté de l'autel, dans une alcôve, derrière un paravent muni d'une grille en fer et de lattes en bois horizontales, sont installées les femmes⁵² : ces persiennes leur permettent de voir l'autel et d'assister à la messe sans être vues par les hommes. Bien qu'elles demeurent invisibles, leur simple présence est dénoncée par les réformateurs qui considèrent ces aménagements comme incapables de contenir les communications et surtout l'imaginaire immoral des prisonniers.
- 23 L'importance de la place de la religion en prison se justifie par sa mission de pénitence carcérale des condamnés. Elle est fondamentale aux yeux d'Illarione Petitti di Roreto,

membre du Conseil d'État du royaume du Piémont chargé de la réforme carcérale sous Charles Albert⁵³. Selon lui, l'enseignement religieux et la pratique du culte sont autant nécessaires que l'instruction et le travail des prisonniers⁵⁴ ; cette œuvre de moralisation des détenus s'accompagne d'une amélioration des locaux, et notamment de l'hygiène carcérale, car à la purification de l'âme doit correspondre celle du corps des reclus.

La propreté entre en prison

- 24 Parallèlement à l'affirmation de la religion en prison, les mesures hygiénistes s'introduisent lentement dans l'univers carcéral. Réputées pour être malsaines, sales, nauséabondes et générant une multitude de maladies à leurs occupants, les prisons sont tout au long du XIX^e siècle l'objet d'une attention croissante de la part des pouvoirs publics⁵⁵. La crainte des maladies naissant dans les geôles malpropres fait redouter la propagation des épidémies, d'autant plus que les prisons niçoises se trouvent en pleine ville : cette proximité avec les immeubles d'habitation riverains suscite à juste titre les inquiétudes concernant l'état sanitaire des locaux. Dès 1823 les murs sont blanchis à la chaux dont les vertus purificatrices sont vantées par les médecins hygiénistes⁵⁶. Les actes d'adjudication des services de l'intendance précisent scrupuleusement la composition du lait de chaux destiné à recouvrir les murs des prisons⁵⁷ : ce ciment se compose d'un tiers de chaux pour deux tiers de sable ; la chaux doit provenir soit de *Cocchetto*, soit de *Borghetto*, être sans grumeaux, sans défauts et être bien cuite depuis au moins deux mois. Le sable doit être fin, sans cailloux, sans terre et venir de la mer ou de la plage du *lazzaretto* ⁵⁸.
- 25 Le revêtement du sol est aussi l'objet de toutes les attentions et dans de nombreuses chambres et couloirs, les sols sont recouverts de bitume dont l'épaisseur doit être d'au moins 0,05 cm à l'étage et davantage dans les pièces du rez-de-chaussée où le sol était jusque-là en terre battue. Cette mesure d'hygiène rudimentaire est pourtant une réelle avancée car auparavant le sol s'imbibait des miasmes, s'embourbait d'humidité et ne pouvait être jamais lavé⁵⁹, alors que le revêtement bitumé permet le nettoyage et donc davantage de propreté aux chambres de détention.
- 26 Les pouvoirs publics se préoccupent également de l'aération du bâtiment. Ventiler une prison est un cruel dilemme pour un lieu d'enfermement dont l'objectif est d'éviter les évasions et les communications avec le dehors. Depuis le XVIII^e siècle, les médecins et les ingénieurs tentent d'apporter une solution à cette équation paradoxale qui consiste à répondre à la nécessité de la clôture des condamnés tout en leur apportant un air frais et renouvelé, un véritable souci pour les hygiénistes du XIX^e siècle⁶⁰. Dans les prisons de Nice, les pièces d'environ quinze mètres carrés sont basses de voûte et l'air y devient rapidement irrespirable ; les fumigations sont indispensables en mai 1830, quand les chambres enferment en moyenne huit détenus toute la journée, mais il faut attendre 1851 pour qu'enfin des ouvertures grillagées soient créées au-dessus des portes des chambres de détention pour faciliter leur aération⁶¹.
- 27 Les hôtes sont aussi concernés par l'hygiène, car à partir de la Restauration sarde le règlement de la prison de Nice impose clairement aux détenus l'obligation de faire le ménage dans le lieu qu'ils occupent. Enfermés à plusieurs toute la journée dans une chambre de détention avec seulement un seau d'eau, l'hygiène de la pièce et de ses occupants est très rudimentaire. Le règlement consacre quelques articles à la propreté en prison, les chambres doivent être balayées chaque jour et maintenues propres par

les détenus. Ce petit ménage quotidien est orchestré par le gardien qui prête un balai, désigne un balayeur puis vient ensuite vérifier la propreté du lieu. Le balai circule successivement vers une autre chambre, avec ses saletés, et il n'est remplacé qu'au bout de deux mois d'usage⁶².

- 28 Le problème majeur de la détention en chambre commune reste celui des latrines : celles-ci se trouvent dans une petite pièce au fond du couloir mais les prisonniers n'y ont pas accès librement. Les contraintes de la détention rendent le pot de chambre, ou la bonbonne, systématique dans toutes les pièces. C'est un dispositif sommaire qui pose des redoutables problèmes d'hygiène, car même si la bonbonne est fermée « le plus hermétiquement possible » et qu'elle a une ouverture étroite et une base plus large, les microbes et les miasmes prolifèrent. Le contenant est installé à l'angle de la chambre derrière un paravent de toile, ce qui nécessite malgré tout pour le prisonnier une sérieuse adaptation de sa pudeur à la vie en collectivité. Enfin, deux fois par jour, la bonbonne est vidée dans les latrines puis nettoyée par les détenus à tour de rôle⁶³.
- 29 Dans la prison sénatoriale de Nice, les latrines se trouvent à chaque étage à l'angle nord-ouest du bâtiment. Ce cabinet est relié par des conduits en terre cuite à une fosse située au rez-de-chaussée de la prison par lequel on accède depuis la rue. La vidange de la fosse est confiée à un adjudicataire privé qui verse aux services de l'Intendance 450 liras par an pour avoir le droit d'emporter son contenu. Le produit des latrines rapporte donc de l'argent et donne lieu à un contrat établi pour trois ans par l'*Azienda Economica*⁶⁴ et rédigé avec une estimation de la production excrémentielle annuelle assez précise. On découvre ainsi qu'en 1851 la prison renferme en moyenne 90 prisonniers et que pour chacun le prix de leur production est de 5 liras, à cela s'ajoutant le prix des balayures, vendu 24 liras⁶⁵. L'ouverture de la fosse d'aisance se fait à chaque fois que nécessaire, soit environ deux fois par mois, comme le prévoient les statuts urbains. Ce système perdure jusqu'à la fermeture de l'établissement en 1887⁶⁶.
- 30 Tout au long du XIX^e siècle, la propreté prend une place de plus en plus importante dans l'univers pénitentiaire car, au regard des hygiénistes, le nettoyage de la prison est une forme de purification sociale. Le blanchiment des murs des chambres de détention tente de donner de la salubrité à l'établissement carcéral ; le développement de l'aération vise à lutter contre la puanteur de l'air et l'humidité ; le bitumage du sol doit empêcher aux miasmes de s'incruster ou de s'infiltrer. L'interdiction du laisser-aller concerne aussi les prisonniers qui doivent respecter un minimum d'hygiène, se laver, tenir leurs vêtements propres et surtout éviter leur propre dégradation. Le ménage quotidien apparaît en prison, plus qu'ailleurs, comme une lutte contre une saleté qui revient toujours, une saleté honteuse issue de la promiscuité et risquant d'être contagieuse au reste du corps social. L'acculturation à la propreté apparaît enfin comme une forme de rédemption du condamné.
- 31 Nous avons essayé de mettre en évidence la situation des prisons sénatoriales de Nice au lendemain du changement de souveraineté en 1814, celles-ci ne connaissent pas de bouleversements profonds et continuent d'enfermer tous ceux qui représentent une menace sociale. Au niveau administratif, en revanche, le rétablissement de l'autorité sarde passe par une restauration du Sénat et des services de l'Intendance. Le Sénat de Nice retrouve ses attributions judiciaires, il contrôle les prisons sénatoriales à la fois par la nomination de son personnel et par les visites régulières de l'inspecteur des prisons. Celui-ci est chargé de signaler les problèmes et les abus qui peuvent avoir lieu dans l'enceinte carcérale, et il doit également alerter les autorités sur les risques du

surpeuplement pouvant occasionner des épidémies. Par ailleurs, l'Intendance générale, dépendant de l'*Azienda Economica dell'Interno* à Turin, gère les finances et l'entretien du bâtiment en passant des contrats avec des entrepreneurs privés. Ces deux institutions se partagent l'administration des prisons sénatoriales et assurent conjointement une surveillance des locaux et de la population recluse.

- 32 À partir de l'avènement de Charles Albert, la réforme carcérale se met en place dans le royaume du Piémont sous l'influence des avancées pénitenciaires internationales. Dans la théorie, la réforme pénitentiaire consiste à introduire l'idée selon laquelle la prison ne doit pas se contenter de punir, elle doit aussi être utile au corps social en corrigeant et en améliorant le condamné. Dans la pratique, la réforme s'applique par des mesures concrètes, d'abord appliquées dans les maisons centrales, puis dans les prisons sénatoriales. Ces mesures tentent de corriger l'univers carcéral par l'instauration de règles d'hygiène, tant pour les locaux que leurs occupants, et par l'élaboration d'un cadre moral et religieux. Les chapelles qui sont créées dans l'enceinte carcérale ont pour objectif de favoriser l'amendement des détenus et de les ramener dans le droit chemin. Tous ces changements contribuent à redéfinir l'espace pénitentiaire des prisons sénatoriales dont la vocation n'est plus seulement d'enfermer mais aussi d'encadrer une société en pleine mutation.

NOTES

1. Jacques-Guy Petit, *Ces peines obscures. La prison pénale en France (1780-1875)*, Paris, Fayard, 1990 ; Jean-Pierre Aline, *Gouverner le crime. Les politiques criminelles française de la révolution au XXI^e siècle, tome 1 : l'ordre des notables 1789-1920*, Paris, L'Harmattan, 2011.
2. Cesare Beccaria, *Des délits et des peines*, Paris, Éd. Guillaumin, 1856 ; Jeremy Bentham, *Panoptique. Mémoire sur le nouveau principe pour construire des maisons d'inspection, et notamment des maisons de force*, Paris, Imprimerie nationale, 1791.
3. Pierre Lascoumes, Pierrette Poncella et Pierre Lenoel, *Au nom de l'ordre, une histoire politique du code pénal*, Paris, Hachette, 1989.
4. Charles Lucas, *Du système pénal et du système répressif en général, de la peine de mort en particulier*, Paris, Charles-Béchet, 1827 ; Alexis de Tocqueville, *Écrits sur le système pénitentiaire en France et à l'étranger*, textes établis par Michelle Perrot, 2 vol., Paris, Gallimard, 1984.
5. Marc Ortolani, « Les conséquences de l'occupation française du Comté de Nice (1792-1814). Aspect d'une crise de la justice pénale », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 74, 2007, p. 39 à 71.
6. Le bagne du port de Nice devient une maison de correction affectée à l'emprisonnement des militaires après la fermeture de la prison militaire de la Vieille-Croix en 1797. Lettre du commandant Boutry du 8 floréal an VI. Arch. mun. Nice (Archives municipales de Nice), I 145.
7. Simonetta Tombaccini-Villefranche, « Le Sénat de Nice : l'institution et les hommes à travers ses archives (1814-1860) », dans G.S.P. Vidari (éd.), *Les sénats de la maison de Savoie (Ancien régime-restauration)*, Turin, Giappichelli, 2001 ; Ernest Hidelsheimer, « la

justice dans le comté de Nice sous le régime sarde et le passage à l'organisation judiciaire française (1814-1860) », dans *Nice au XIX^e siècle : mutations institutionnelles et changement de souveraineté*, Nice, Centre d'histoire du droit, 1985, p. 337-355 ; Paul-Louis Malaussena et Olivier Vernier, « le Sénat de Nice et la Révolution », *Nice Historique*, n° 286, 1992 ; Michel Bottin, « De la capitale administrative au chef-lieu du département. Les mutations administratives de l'espace régional niçois 1814-1860 », dans Olivier Vernier et Marc Ortolani (éd.), *Itinéraires croisés d'histoire du droit entre France et États de Savoie*, Nice, Serre Éditeur, 2015.

8. *Progetto di Regio Editto sulle carceri*, Arch. St. Torino Corte (Archivio di Stato di Torino sezione Corte), Materie Economiche, mazzo 1 e 2, carcere in genere.

9. Sous le règne de Charles Albert sont adoptés le Code Civil en 1837, le Code Pénal en 1839, le Code de Procédure Criminelle en 1840 et le Code du Commerce en 1841.

10. Parmi les nombreux réformateurs Cesare Balbo et Cesare Alfieri sont chargés d'étudier les conditions de détention et les possibilités d'une amélioration des prisons. Ilarione Petitti di Roreto est le théoricien de la réforme : il publie en 1843 *Della condizione esordiente della riforma delle carceri*, et contribue ainsi à la diffusion des nouvelles théories pénitentiaires. Les directeurs des établissements comme Giovenale Vegezzi ou Giovanni Eandi mettent leur expérience au profit des améliorations carcérales. Concernant la réforme pénitentiaire dans le royaume du Piémont voir Paola Casana Testore, « Le riforme carcerarie in Piemonte all'epoca di Carlo Alberto », *Annali della Fondazione Einaudi*, vol. 14, 1980, et aussi Anna Capelli, *La buona compagnia utopia e realtà carceraria nell'Italia del Risorgimento*, Milan, Franco Angeli / storia, 1988.

11. Il préconise une séparation dans trois sortes d'établissements pénitentiaires : les prisons préventives, les prisons répressives et les pénitenciers, Paola Casana Testore, « Le riforme carcerarie in Piemonte... », art. cit.

12. Giuseppe Nalbonne, *Carcere e società in Piemonte (1770-1857)*, Santena, Fondazione Camillo Cavour, Collana storica studi e documenti diretta da Carlo Pischedda, 1988.

13. *Atto di costruzione del 17 aprile 1727 et atto di visita un costruzione, misura, genesi e calcolo delle delle nuove carceri del 21 aprile 1733*. Arch. dép. Alpes-Maritimes (Archives départementales des Alpes-maritimes), C0019, et Olivier Milhaud, « la prison et la ville : divorce à l'amiable ? », *Urbanité*, 18 mai 2015, et la thèse de l'auteur portant sur la géographie carcérale *Séparer et punir, une géographie des prisons françaises*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

14. Plans des prisons sénatoriales, *materie economiche*, Mazzo 13, carceri L in O, Arch. St. Torino Corte.

15. Détail du plan de la ville de Nice de Paolo Gardon, l'ingénieur en chef de la circonscription, réalisé le 20 juin 1837, Mazzo 13, *materie economiche, carceri L in O*, Archivio di Stato di Torino Corte.

16. *Istruzione per la fabbrica nuova da farsi per le carceri nella città di Nizza, l'anno 1727*. Arch. dép. Alpes-Maritimes, C0019.

17. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 360, 01 FS 362, 01 FS 367, 01 FS 368.

18. L. Vigna et V. Aliberti, *Dizionario di diritto amministrativo pubblicato con autorizzazione del Governo*, vol. II, Turin, Tipografia dei Fratelli Favale, 1841.

19. L'inspecteur des prisons est un sénateur désigné parmi les autres pour s'occuper de la gestion des prisons. Il y a peu d'informations sur l'identité de ces inspecteurs qui ont laissé quelques rapports rédigés au brouillon dans le fonds 02 FS 0042 conservé aux Archives départementales des Alpes-Maritimes. Simonetta Tombaccini-Villefranche,

Répertoire numérique détaillé, Sénat de Nice, sous série 02 FS, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 2002, Nice.

20. L'intendant est chargé de débloquent les fonds pour les travaux et quand le montant est important, il envoie les demandes au ministère de l'Intérieur à Turin.

21. Plans des prisons sénatoriales, *op. cit.*, Arch. St.Torino Corte.

22. Lettre aux services de l'Intendance générale du président du Sénat, Ferrari di Castelnuovo, le 23 mai 1830, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0368.

23. *Verbale di visita straordinaria economica delle carceri senatorie di Nizza, cui procedette l'Intendente generale della divisione il giorno 24 maggio 1830*, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0368.

24. *Atto di finale deliberamento e successivo appalto in caso di Giuseppe Baudoin delle opere per ridurre il secondo piano della fabbrica del Real Senato sedente in Nizza ad uso di sale per detenuti*, 11 juin 1830, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0368.

25. *Atto di sottomissione con cauzione del signore Gerolamo Pasquale Serretto*, 6 maggio 1837, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0324.

26. Patricia Prenant, *La bourse ou la vie ! Le brigandage et sa répression dans le pays niçois et en Provence orientale (XVIII^e-XIX^e siècle)*, Nice, Serre Éditeur, 2011, p. 301.

27. *Leggi e costituzioni di Sua Maestà*, tome II, Stamperia Reale, Turin, 1770, livre IV, titre IX, art. 1.

28. *Op. cit.*, livre IV, titre IX, art. 2.

29. *Op. cit.*, livre IV, titre IX, art. 3 et 4.

30. *Op. cit.*, livre IV, titre IX, art. 5.

31. *Perizia di lavori urgenti a eseguirsi nel fabbricato delle carceri senatorie, al sotto tetto per abitazione delle donne, et nel secondo piano della camera n° 13 onde ridurla ad uso d'infermeria, e lavori diversi*, 12 febbraio 1829, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0367.

32. « Si aggiungono quattro ragazzi lattanti » dans la lettre aux services de l'Intendance générale du président du Sénat, Ferrari di Castelnuovo, le 23 mai 1830. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0368.

33. La population carcérale du mois de mai 1830 est de 148 individus au total, d'après la lettre aux services de l'Intendance générale du président du Sénat, Ferrari di Castelnuovo du 23 mai 1830, *Perizia di lavori urgenti*, 1829, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0367.

34. Simona Trombetta, *Punizione e carità, carceri femminili nell'Italia dell'Ottocento*, Bologne, Il Mulino, 2004, p. 13.

35. *Op. cit.*

36. Charles Lucas, *De la réforme des prisons ou de la théorie de l'emprisonnement, de ses principes et de ses moyens, de ses conditions pratiques*, Paris, Legrand et Bergounioux, 1836-1838, tome 3, p. 389.

37. Intendenza generale della divisione di Nizza, Carceri Giudiziarie, 6 octobre 1851, art. 20, *Vigilanza delle donne*, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 1004.

38. *Op. cit.*, art. 19, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 1004.

39. Louis-Pierre Baltard, *Achitectonographie des prisons*, 1829, 40 planches.

40. Lettre de l'aumônier des prisons Luigi Deandreis di Nizza, 5 février 1816, Arch. St. Torino Corte, materie economiche, carceri L in O, mazzo 13.

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. *Carceri senatorie cappella*, Corpo reale del genio civile, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 1004.
45. Lettre de l'aumônier des prisons Luigi Deandreis, le 20 août 1818, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 1004.
46. *Op. cit.*, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 1004.
47. *Ibid.*
48. Lettera del corpo reale del genio civile, *Carceri senatorie e cappella*, Nice, 26 juin 1830, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 1004.
49. *Contratto d'appalto di Giuseppe Baudoin per la costruzione d'una cappella nelle carceri senatorie*, 31 août 1830, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0368.
50. Les gardiens sont logés en ville à partir de cette époque : lettre de l'architecte du département au préfet des Alpes-Maritimes, 12 juillet 1860, Arch. mun. Nice (M14) et lettre concernant le logement d'un gardien, 21 février 1858, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 Y 0005.
51. *Capitoli parziali d'appalto per la formazione di una cappella nel 4° piano delle carceri senatorie di Nizza e nella formazione di due camere per l'alloggio del custode al disopra della nuova infermeria delle donne*, 20 septembre 1841, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 329.
52. Ce système ressemblant à celui des persiennes devait leur permettre de voir l'autel sans être vues : Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 329.
53. Paola Casana Testore, *op. cit.*
54. Le travail des prisonniers concerne peu les prisons judiciaires du Piémont, seules celles de Turin, Gènes et Chambéry disposent d'ateliers pour faire travailler les détenus. Ilarione Petitti di Roreto, *Saggio sul buon governo della mendicizia, degli istituti di beneficenza e delle carceri*, Turin, Presso Giuseppe Bocca libraio di SSRM e di SAS il principe Eugenio di Savoia-Carignano, vol. 2, 1837.
55. Alain Corbin, « Purifier l'air des prisons », dans *La prison, le bain et l'histoire*, Genève, Éditions M+H, 1984, p. 151-156.
56. *Capitoli parziali d'appalto per le opere di praticare in ristauo del fabbricato delle carceri senatorie di Nizza*, Nizza, li 15 ottobre 1823, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 362.
57. *Istruzioni relative ai lavori di varia natura da eseguirsi nelle carceri giudiziarie di Nizza tendenti a renderle più sane più sicure e ventilate*, Nizza, il 31 marzo 1851, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0338.
58. *Capitolo parziali d'appalto da osservarsi nella costruzione di una infermeria pelli detenuti nelle carceri senatorie di Nizza*, 5 aprile 1837, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0324.
59. *Capitoli parziali d'appalto*, 1823, *op. cit.*, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 362.
60. Louis-René Villermé, *Des prisons telles qu'elles sont, et telles qu'elles devraient être*, Paris, Méquignon-Marvis, 1820.
61. *Istruzioni relative ai lavori*, 1851, *op. cit.*, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 0338.
62. Règlement *op. cit.*, art. 7, *Pulizia dei locali, scope*, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 1004.
63. Règlement *op. cit.*, art. 9, *Bombole e cebri*, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 1004.
64. Soumission de M. le comte de Cessole pour l'adjudication du produit des latrines et des balayures des prisons judiciaires de Nice Maritimes moyennant la somme annuelle de 500 francs, 30 décembre 1851, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 372.
65. *Perizia di stima del prodotto dalle latrine e della spazzatura delle carceri giudiziarie di Nizza per servire di affittamento novennale delle medesime e condizioni da osservarsi*, *Ingegnere Capo*, Nizza, li 2 novembre 1851, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FS 372.

66. Il faut attendre décembre 1888 pour que le réseau d'assainissement du vieux Nice soit projeté : plan du vieux Nice et des égouts, 12 décembre 1888. Mesuré en mètre, échelle au 1/2000, Arch. dép. Alpes-Maritimes, 01 FI 1552.

RÉSUMÉS

Après avoir été bouleversées par les événements révolutionnaires, les prisons sénatoriales de Nice retrouvent en 1814 leur fonctionnement antérieur. Situées au pied de la colline du château, elles sont de nouveau directement gérées par leur tribunal : le Sénat. Cependant, la Restauration n'est pas un retour à l'Ancien Régime car les souverains Piémontais tentent d'apporter des modernisations en s'inspirant des modèles européens.

Cet article analyse comment durant la Restauration les prisons sénatoriales de Nice sont progressivement modernisées par la réforme pénitentiaire de Charles Albert. Avec celle-ci émerge l'idée selon laquelle la prison ne doit plus se contenter d'enfermer pour punir mais qu'elle est aussi un outil de l'encadrement social.

In 1814, after being disrupted by the revolutionary events at the turn of the eighteenth century, the senatorial prisons of Nice recovered their original management. Located at the bottom of the "Colline du Château" (Castle Hill), they returned to being managed directly by a dedicated court: the Senate. However, the Bourbon Restoration was not a step back to the Ancien Regime, as the sovereigns from Piedmont attempted to modernize the prisons by following the model of other European countries.

This essay analyses how senatorial prisons were gradually modernised by Charles Albert's penitentiary reform during the Bourbon Restoration. With this reform, the idea according to which prison should not only lock prisoners away to punish them but also become a tool of social management began to emerge.

INDEX

Keywords : prison, Senate, Nice, Kingdom of Sardinia, Bourbon Restoration, prisoners, penitentiary reform

Mots-clés : prison, Sénat, Nice, Royaume de Sardaigne, Restauration, population carcérale, réforme pénitentiaire

AUTEUR

ALINE MARTINET

Aline Martinet est professeur d'histoire géographie dans le secondaire et doctorante au Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine. Elle prépare actuellement une thèse sur *le système pénitentiaire et la population carcérale dans la région niçoise de la Révolution à la veille de la seconde guerre mondiale* sous la direction de Jean-Paul Pellegrinetti.